

AIR CLIMAT SANTÉ : QUELLE STRATÉGIE DÉPLOYER POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE SANTÉ PUBLIQUE ?

À la veille d'une nouvelle réglementation européenne sur la qualité de l'air et de l'engagement français pour la transition écologique et énergétique, les collectivités, les acteurs économiques, les associations environnementales et les professionnels de la santé se sont réunis, le 28 novembre, à Toulouse, pour proposer de nouvelles pistes d'actions permettant de réduire l'impact de la pollution sur la santé.

Responsable chaque année en France du décès prématuré de 42 000 personnes en raison des particules en milieu urbain et représentant un coût pour la santé, évalué de 20 à 30 milliards d'euros, la pollution atmosphérique est un véritable enjeu de santé publique. Pollution de l'air, changement climatique et impact sur la santé ont été au cœur des échanges lors de ces premières rencontres internationales Air, Climat, Santé, organisées à l'initiative de la Fédération Atmo France, du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, de la Région Midi-Pyrénées et de l'Observatoire Régional de l'Air (ORAMIP).

Les experts internationaux et les responsables politiques se sont penchés sur ces impacts et, au travers d'exemples européens, sur les nouvelles stratégies à déployer dans les politiques locales, nationales et internationales.

Des ateliers "Pollution par les particules : impacts sur la santé, l'air et le climat" ont également été organisés, les 13 et 14 novembre 2012 à Paris par les ministères chargés de la santé et du développement durable et par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), en partenariat avec l'Institut national des sciences de l'univers (INSU). Ces ateliers scientifiques avaient pour objectifs de préparer les Assises nationales de la qualité de l'air de 2013 et de faire connaître les derniers résultats d'expertises menées notamment en France sur les particules et sur leurs impacts sanitaires, environnementaux et climatiques.

Les actes de ces ateliers sont disponibles dans un hors-série de Pollution Atmosphérique, sur <http://www.appa.asso.fr/national/Pages/article.php?art=754>

REPÈRES RÉGLEMENTAIRES

La législation française (décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 et directives européennes 2004/107/CE du 15 décembre 2004 et 2008/50/CE du 21 mai 2008) intègre les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé et fixe des moyennes annuelles, journalières et horaires à ne pas dépasser.

Polluant	Normes en 2012				
	Valeur limite	Valeur cible	Objectif de qualité / Objectif à long terme	Seuil d'information et de recommandation	Seuil d'alerte
Dioxyde de soufre (SO ₂)	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne journalière : 125 µg/m³ ne pas dépasser plus de 3 jours/an Moyenne horaire : 350 µg/m³ ne pas dépasser plus de 24 h/an 	/	Moyenne annuelle : 50 µg/m ³	Moyenne horaire : 300 µg/m ³	Moyenne horaire : 500 µg/m ³ pendant 3 h consécutives
Dioxyde d'azote (NO ₂)	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne annuelle : 40 µg/m³ Moyenne horaire : 200 µg/m³ ne pas dépasser plus de 18 h/an 	/	/	Moyenne horaire : 200 µg/m ³	Moyenne horaire : 200 µg/m ³ si la procédure a été déclenchée la veille et le jour même et que les prévisions font craindre un nouveau déclenchement pour le lendemain ou 400 µg/m ³
Ozone (O ₃)	/	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne sur 8 heures glissantes : 120 µg/m³ ne pas dépasser plus de 25 jours/an (moyenne calculée sur 3 ans) AOT40^c : 18 000 µg/m³ pour la protection de la végétation (moyenne calculée sur 5 ans) 	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne sur 8 heures glissantes : 120 µg/m³ AOT40^c : 6 000 µg/m³ pour la protection de la végétation 	Moyenne horaire : 180 µg/m ³	Moyenne horaire : seuil 1 : 240 µg/m ³ pendant 3 h consécutives seuil 2 : 300 µg/m ³ pendant 3 h consécutives seuil 3 : 360 µg/m ³
Poussières en suspension (PM10)	<ul style="list-style-type: none"> Moyenne annuelle : 40 µg/m³ Moyenne horaire : 50 µg/m³ ne pas dépasser plus de 35 jours/an 	/	Moyenne annuelle : 30 µg/m ³	Moyenne sur 24 heures glissantes : 50 µg/m ³	Moyenne sur 24 heures glissantes : 80 µg/m ³
Poussières en suspension (PM2.5)	Moyenne annuelle : 27 µg/m ³	Moyenne annuelle : 20 µg/m ³	Moyenne annuelle : 10 µg/m ³	/	/
Monoxyde de carbone (CO)	Moyenne sur 8 heures glissantes : 10 mg/m ³	/	/	/	/
Benzène (C ₆ H ₆)	Moyenne annuelle : 5 µg/m ³	/	Moyenne annuelle : 2 µg/m ³	/	/
Plomb (Pb)	Moyenne annuelle : 0,5 µg/m ³	/	Moyenne annuelle : 0,25 µg/m ³	/	/
Arsenic (As)	/	Moyenne annuelle : 6 ng/m ³ (applicable à compter du 31/12/2012)	/	/	/
Cadmium (Cd)	/	Moyenne annuelle : 5 ng/m ³ (applicable à compter du 31/12/2012)	/	/	/
Nickel (Ni)	/	Moyenne annuelle : 20 ng/m ³ (applicable à compter du 31/12/2012)	/	/	/
Benzo(a)pyrène (C ₂₀ H ₁₂)	/	Moyenne annuelle : 1 ng/m ³ (applicable à compter du 31/12/2012)	/	/	/

(Source : Décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air)

^c : AOT 40 (exprimé en µg/m³ par heure) = se calcule en additionnant les différences entre les concentrations horaires supérieures à 80 µg/m³ (= 40 ppm - parties par milliard) et 80 µg/m³ durant une période donnée, mesurées quotidiennement entre 8h00 et 20h00. Exemple pour une concentration de 96 µg/m³ en moyenne horaire : 96 µg/m³ - 80 µg/m³ = 16 µg/m³ seront pris en compte pour la somme de l'AOT 40.

VALEUR LIMITE : "niveau maximal de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou l'environnement" (Article L. 221-1 du Code de l'Environnement).

VALEUR CIBLE : niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère fixé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou sur l'environnement dans son ensemble, à atteindre, dans la mesure du possible, dans un délai donné.

OBJECTIF DE QUALITÉ (ou valeur guide) : "niveau de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère, à atteindre dans une période donnée, et fixé sur la base des connaissances scientifiques, dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs de ces substances pour la santé humaine ou l'environnement" (Article L. 221-1 du Code de l'Environnement).

SEUIL D'INFORMATION ET DE RECOMMANDATION : premier seuil du dispositif d'alerte défini par arrêté interpréfectoral. Lorsqu'il est atteint et dépassé par au moins deux stations fixes de mesures, il donne lieu au déclenchement du dispositif d'alerte, avec des messages de recommandations adressés en particulier aux personnes les plus sensibles.

SEUIL D'ALERTE : deuxième seuil du dispositif d'alerte défini par arrêté interpréfectoral. Lorsqu'il est atteint et dépassé par au moins deux stations fixes de mesures, il donne lieu au déclenchement du dispositif d'alerte avec des messages de recommandations adressés à l'ensemble de la population.